

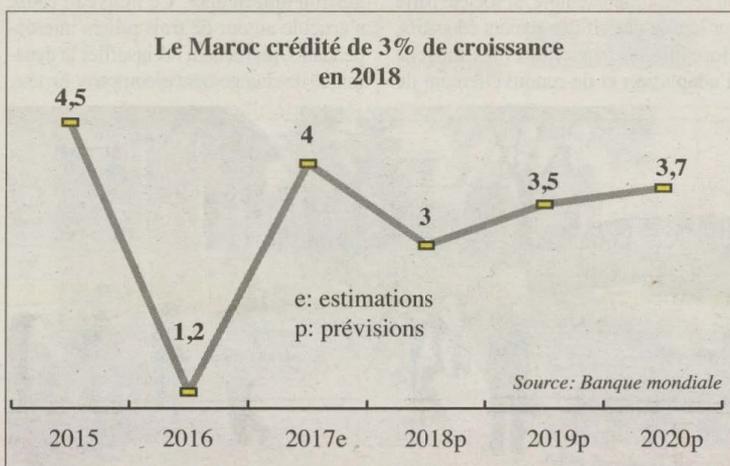
Le modèle de croissance marocain s'essouffle

• Fondé sur la demande intérieure, il risque de ne pas produire de résultats

• Il faut s'orienter vers un écosystème tiré par les exportations

• Une nouvelle analyse de la Banque mondiale

LE modèle de croissance marocain donne des signes de faiblesse. Car sa viabilité est compromise par des obstacles qui pourraient entraver la poursuite des progrès. C'est l'un des messages clés de la Banque mondiale qui vient de publier son rapport de suivi de la situation économique (avril 2018) sur le Maroc. Il est présenté en marge des



réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe Banque mondiale (BM) qui se tiennent du 16 au 22 avril 2018, à Washington. Les deux institutions ont publié leurs perspectives économiques mondiales à cette occasion.

Selon les projections de la Banque mondiale, le taux de croissance du PIB n'atteindra que 3% en 2018 pour évoluer à 3,5% en 2019. Un taux qui sera de 3,7% en 2020. Cette année, la production céréalière retombera à son niveau moyen et le taux de croissance du PIB non agricole demeurera de l'ordre de 3% en l'absence de réformes structurelles plus décisives. Il faut dire qu'il y a un rapprochement des chiffres des institutions internationales avec ceux des prévisions nationales (PLF, HCP, BAM, CMC...). Dans ses perspectives d'avril 2018, le FMI prédit aussi un taux de 3,1% cette année pour l'économie marocaine et il faudrait s'attendre à 4% l'année prochaine

Pour les experts de la Banque mondiale, le modèle économique fondé sur la demande intérieure, en particulier l'investissement public, risque de ne pas produire de résultats. Et ce, en l'absence d'une forte augmentation des retombées positives des investissements et de la productivité.

La croissance observée au cours des 20 dernières années a essentiellement résulté de l'accumulation de capitaux

publics. Parfois dans le cadre d'opérations conjointes donnant lieu à des investissements étrangers directs dans des entreprises d'Etat qu'il sera difficile de soutenir sans accroissement de la productivité totale des facteurs. Il importe donc que le Maroc s'oriente vers un modèle tiré dans une plus large mesure par les exportations. Dans lequel le secteur privé joue un rôle plus important en tant que moteur de la croissance et de l'emploi, recommande la Banque mondiale.

Les principaux défis que doit surmonter l'économie marocaine

Aussi, la persistance des facteurs de vulnérabilité et le manque d'inclusion continuent d'être les principaux défis que doit surmonter l'économie marocaine. Ils sont étroitement liés à l'absence d'institutions du marché inclusives et contestables, aux défaillances de la gouvernance du secteur public. Sans oublier le manque de formation du capital humain et de possibilités de trouver des emplois productifs ou de monter des entreprises dans les zones urbaines.

Les perspectives économiques du Maroc devraient s'améliorer à moyen terme à condition que les autorités demeurent déterminées à poursuivre des réformes. Ces perspectives continuent de dépendre de la poursuite du rééquilibrage des finances publiques, de la souplesse de la gestion du régime de change et de la mise en œuvre de réformes structurelles dans des domaines essentiels. Sur la liste des priorités figurent aussi l'éducation et le marché du travail pour réduire le chômage, en particulier chez les jeunes, améliorer le cadre de l'activité économique et renforcer le capital humain de manière à assurer une croissance plus rapide et inclusive. □

Fatim-Zahra TOHRY

Déficit et dette: Les objectifs

LE déficit budgétaire s'établira à 3,3% du PIB en 2018, dans le droit fil de l'engagement pris par l'Etat de ramener ce dernier à 3% du PIB d'ici 2019-2021 et la dette publique à 60% du PIB d'ici 2021, indique la Banque mondiale dans son rapport de suivi de la situation économique (avril 2018). Pour atteindre cet objectif, il conviendrait que les autorités procèdent à une réforme fiscale généralisée. Tout en prenant notamment des mesures pour réduire les exemptions fiscales, abaisser les taux d'imposition des sociétés et renforcer le recouvrement des contributions fiscales des personnes travaillant pour leur propre compte et des membres des professions libérales. Et qu'elles améliorent la gestion des investissements publics. Compte tenu de ce rééquilibrage des finances publiques et des projections des cours du pétrole, le déficit du compte des transactions courantes devrait demeurer inférieur à 4,5% du PIB en 2018. □